

Rencontres de Ruffec – 10 mai 2014

Introduction de Françoise Nay, présidente de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

Ces rencontres revêtent une importance toute particulière puisqu'elles marquent les dix ans de la Coordination, créée en 2004 autour de l'appel à la résistance du 4 avril à Saint-Affrique.

C'est en effet lors de cette lutte emblématique pour la défense d'un hôpital de proximité que l'idée de fédérer les comités existant un peu partout en France autour de la défense d'une maternité, d'un service de chirurgie, des urgences, et de l'hôpital, est venue. Alain Fauconnier, Michel Antony et d'autres ici présents en ont été les acteurs.

Dix ans après, notre Coordination existe toujours.

Et en 10-12 ans, malgré les résistances et les luttes menées, ce sont près d'une maternité sur 4 qui a été supprimée, 50 000 lits d'hospitalisation fermés, des dizaines de services hospitaliers, 20 000 emplois hospitaliers ces 5 dernières années.

Dès lors, on ne s'étonne pas de constater une dégradation de l'accès aux soins dans notre pays.

Du fait de ces restructurations, fusions, à l'origine d'un éloignement géographique mais aussi au manque de places dans les structures de regroupement, en hospitalisation, en consultation, pour des examens complémentaires

Du fait aussi d'insuffisance d'équipement comme pour les IRM et scanner.

Du fait de la démographie des professionnels de santé et en particulier des médecins qui pèse fortement sur les structures publiques de soins mais aussi en médecine de ville. Le premier signe en étant l'allongement des délais d'attente pour un rendez-vous que ce soit en ville ou à l'hôpital. Cette situation contraint la population, voire l'hôpital, à se tourner vers le secteur privé avec là encore la problématique des dépassements d'honoraires (y compris pour l'hôpital).

Du fait de l'augmentation des restes à charge, déremboursements, forfaits, franchises, dépassements d'honoraires, augmentation des mutuelles.

Aujourd'hui, à Briançon, aux Lilas, à Thouars, à Lourdes, à Granville, nous constatons la poursuite des politiques de concentration-fusion et restructuration. La tarification à l'activité, la loi Bachelot s'applique toujours.

Le plan d'économies de 10 milliard sur l'assurance maladie décidé par le gouvernement ne peut que conduire à une accélération des ces processus.

Concernant l'hôpital, les économies se feraient sur les achats groupés et sur la diminution de l'intérim et sur le développement de l'ambulatoire.

Faire des économies sur les achats, alors que des centrales d'achats hospitaliers existent depuis de nombreuses années et que l'on nous décrit tous les jours les politiques d'économies de bouts de chandelles pratiquées dans les établissements.

Arrêter de recruter des intérimaires, ce qui veut dire compte tenu de la crise de recrutement à l'hôpital, fermer des lits et des services qui ne peuvent fonctionner aujourd'hui sans l'intérim.

Ne nous y trompons pas, ce plan d'économies fait peser de graves menaces sur les hôpitaux publics et en particulier sur les hôpitaux de proximité et au-delà sur l'accès aux soins et le droit à la santé.

Des voix s'élèvent ici ou là pour parler d'hôpital pléthorique, et préconiser des économies par des réformes structurelles, Jean de Kervasdoué dans le quotidien du médecin de cette semaine, des syndicalistes libéraux préconisant les sorties précoces en maternité, la suppression de lits de SSR ... la FHF quant à elle propose de développer l'ambulatoire et le concept d'hôtel hospitalier (avec une prise en charge tout de même pour tout ou partie par l'assurance maladie ou les complémentaires).

Ces pistes, nous les connaissons bien, nous les avons croisées dans toutes les luttes que nous avons menées avec les résultats décrits ci-dessus.

Ces rencontres sont aussi le terme du tour de France pour l'accès aux soins et le droit à la santé que nous avons engagé en décembre dernier (enfin pas tout à fait puisque d'ors et déjà 3 étapes supplémentaires sont prévues)

Nous serons alors à 32 étapes de ce tour dans 16 régions de France, 25 débats, plus de 1200 personnes y ayant participé, et des centaines d'autres aux différentes initiatives qui l'ont émaillé.

Avec quelques temps fort comme à Saint-Affrique, ou le périple à vélo de nos amies viroises et virois

Ce tour est revenu sur le constat fait ci-dessus. Il a été riche d'échanges et nos journées en seront le prolongement. Il doit nous aider à construire les réponses et les mobilisations nécessaires pour contrer les politiques destructrices en cours.

Ces rencontres seront aussi le temps de fêter ensemble les dix ans de la coordination, dix ans d'une belle expérience de travail en commun et de partage, au-delà de nos différences et divergences.

Bon travail donc, nous n'avons pas d'autre choix que de continuer !